

Understanding Your Retail Sales Tax Audit

General

Revised
June 1991

153

PURPOSES OF A RETAIL SALES TAX AUDIT

The purposes of a retail sales tax audit are to

- confirm a vendor's understanding of retail sales tax and, where necessary, provide information to help with future compliance, and
- get feedback on any problems that vendors have with applying retail sales tax.

This is done by

- reviewing a vendor's retail sales tax accounting system
- ensuring that retail sales tax has been collected on taxable sales and remitted to the **Treasurer of Ontario**, and
- ensuring that retail sales tax has been paid on purchases for own use.

If tax is owing, an assessment will be issued. A vendor, will also be advised of any areas of tax overpayment. If the auditor can readily determine the amount of overpayment, a credit will be issued; otherwise, a vendor will be asked to collect the necessary information and file a refund application.

ARE ALL TAXPAYERS AUDITED?

All vendors and taxpayers are subject to a retail sales tax audit.

Vendors throughout the province are audited, as well as those outside the province who do business in Ontario.

Several criteria are used in selecting those who will be audited during each year. Some businesses are audited every three or four years while others are audited less frequently.

The retail sales tax audit period increased from three to four years effective January 1, 1991.

ARRANGEMENTS FOR AUDIT

If you are selected for audit, an auditor will contact you to

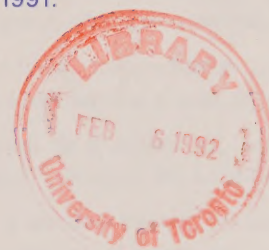
- arrange an interview at a mutually convenient time
- advise what records are to be examined, and
- ask that these records be made available at the audit location.

If you want your accountant or bookkeeper present, please make the necessary arrangements.

VENDORS' RESPONSIBILITIES AT THE TIME OF AUDIT

Vendors can reduce the amount of time required for the audit and simplify the process by:

- ensuring that all records requested by the auditor are available
- providing information about the business to the auditor
- providing a tour of the business premises, if requested, so that the auditor will better understand your type of business, and
- dealing with matters raised by the auditor as soon as possible.



AUDIT CONCLUSIONS

In most cases, sales tax audits show that vendors and taxpayers are properly collecting, remitting and paying tax.

During an audit, the auditor can provide additional information and answer your questions.

If the audit shows that money is owing, the reasons will be discussed with you in detail.

If you disagree and cannot resolve the matter with the auditor, you may choose to talk with the auditor's manager. The auditor will give you the manager's name and telephone number.

You may also receive a letter from the Retail Sales Tax Branch indicating the auditor's findings and any sales tax matters that need your attention. The auditor may visit you again to see if any required changes have been made to your accounting system.

PAYMENT OF AUDIT ASSESSMENT

If an assessment is issued, the auditor will normally ask for payment to save you additional interest charges.

The retail sales tax legislation requires payment by the due date shown on the Notice of Assessment, even if you intend to file a Notice of Objection.

ASSESSMENT OBJECTION

If you disagree with an audit assessment, even after discussing it with the Retail Sales Tax Branch, you may file a Notice of Objection with the Ministry's Tax Appeals Branch. The Tax Appeals Branch will conduct an independent review of your assessment.

A Notice of Objection should be sent by registered mail within 180 days from the day the Notice of Assessment was mailed or personally delivered to you.

Notice of Objection forms can be obtained from the auditor, or any Retail Sales Tax Office.

The information in this publication is only a guideline. For more specific information, please consult the Retail Sales Tax Act or contact your local Retail Sales Tax Office listed in the blue pages of your telephone directory.

RESPONSABILITÉS DU VENDEUR AU MOMENT DE LA VÉRIFICATION

Les vendeurs peuvent accélérer une vérification et faciliter le processus en :

- s'assurant que tous les dossiers demandés par le vérificateur sont accessibles
- fournissant des renseignements sur leur commerce au vérificateur
- sur demande, faisant visiter les lieux au vérificateur pour qu'il comprenne mieux la nature de l'entreprise; et
- donner suite, sans tarder, aux questions soulevées par le vérificateur.

CONCLUSIONS D'UNE VÉRIFICATION

Les vérifications indiquent que, dans la plupart des cas, les vendeurs et les contribuables perçoivent, remettent et payent la taxe comme il se doit.

Nombre de vendeurs estiment que les renseignements qu'ils obtiennent de nos représentants, lors d'une vérification, les aident à se conformer à la *Loi sur la taxe de vente au détail*.

Il arrive qu'une cotisation soit établie à la suite d'une vérification. Le cas échéant, la composition de la cotisation est expliquée en détail au vendeur.

Lorsque vous vous vendeur opposez à une cotisation proposée et que vous ne pouvez pas régler la question avec le vérificateur, vous pouvez en discuter avec le chef de service du vérificateur dont ce dernier lui fournit le nom et le numéro de téléphone.

Par ailleurs, il est possible que la Direction de la taxe de vente au détail envoie vous une lettre décrivant les constatations du vérificateur et donnant des renseignements sur les points qui requièrent votre attention. Le vérificateur peut retourner vous voir pour s'assurer que vous avez effectué les changements requis à votre comptabilité de la taxe de vente au détail.

PAIEMENT DE LA COTISATION ÉTABLIE À LA SUITE D'UNE VÉRIFICATION

Lorsqu'une cotisation est établie, le vérificateur en demande généralement le paiement afin d'éviter que des frais d'intérêt ne s'accumulent.

Aux termes de la *Loi sur la taxe de vente au détail*, le paiement doit être reçu avant la date d'échéance qui figure sur l'Avis de cotisation, même si on a l'intention de déposer un Avis d'opposition.

OPPOSITION À LA COTISATION

Si un vendeur s'oppose toujours à une cotisation établie à la suite d'une vérification, même après en avoir discuté avec la Direction de la taxe de vente au détail, il peut déposer un Avis d'opposition auprès de la Direction des appels en matière fiscale.

Il doit faire parvenir l'avis par courrier recommandé dans les 180 jours suivant la date de mise à la poste ou la remise en mains propres de l'avis officiel de cotisation.

On peut demander des formulaires d'Avis d'opposition au vérificateur ou s'en procurer à un bureau de la taxe de vente au détail.

Les renseignements donnés dans cette publication ne sont qu'à titre d'indication; pour plus de précision, veuillez consulter la *Loi sur la taxe de vente au détail* ou vous adresser au bureau régional de la taxe de vente au détail indiqué dans les pages bleues de l'annuaire.



Le comment et le pourquoi des vérifications aux fins de la taxe de vente

Renseignements généraux

Révisé
 juin 1991

153F

BUT DES VÉRIFICATIONS AUX FINS DE LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

Les vérifications aux fins de la taxe de vente au détail ont pour but :

- de vérifier si un vendeur sait comment appliquer la taxe de vente au détail et, au besoin, de le lui expliquer pour l'aider à se conformer à la loi; et
- d'obtenir tout problème d'application de la taxe de vente au détail des vendeurs.

Une vérification consiste à :

- examiner la méthode de comptabilisation de la taxe de vente au détail utilisée par le vendeur
- s'assurer que le vendeur a perçu la taxe de vente au détail sur la marchandise taxable et qu'il l'a remise au trésorier de l'Ontario; et
- s'assurer que le vendeur a payé la taxe de vente au détail sur la marchandise qu'il a achetée pour son usage personnel.

Si un montant de taxe est impayé, une cotisation est établie. On informe également le vendeur de tout versement excédentaire de taxe. Si le vérificateur peut établir facilement le paiement excédentaire, un crédit est consenti; autrement, le vendeur doit compiler les renseignements nécessaires et déposer une demande de remboursement.

TOUS LES CONTRIBUABLES SONT-ILS SUSCEPTIBLES DE VOIR LEURS COMPTES VÉRIFIÉS?

Tous les vendeurs et contribuables peuvent faire l'objet d'une vérification de leurs comptes aux fins de la taxe de vente au détail.

Les vérifications sont effectuées auprès des vendeurs dans toutes les régions de l'Ontario, ainsi qu'à l'extérieur de la province pour ceux qui mènent des activités commerciales en Ontario.

Plusieurs critères servent, chaque année, à déterminer chez quels contribuables un vérificateur sera envoyé. Pour certaines entreprises, les vérifications se font tous les trois ou quatre ans et pour d'autres, moins souvent. La période de vérification de la taxe de vente au détail est passée de trois à quatre ans le 1er janvier 1991.

DISPOSITIONS POUR UNE VÉRIFICATION

Si vous êtes choisi pour une vérification, un vérificateur communiquera avec vous pour :

- fixer un moment mutuellement opportun pour une entrevue
- vous dire quels documents il a l'intention d'examiner; et
- vous demander de mettre ces documents à sa disposition à l'endroit où la vérification aura lieu.

Si vous désirez que votre comptable ou teneur de livres assiste à la vérification, veuillez prendre des dispositions nécessaires.